

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1996 - 1997 (*)

2 JUIN 1997

PROPOSITION DE LOI

**relative à l'assurance contre les
dommages résultant d'inondations
ou de tremblements de terre**

(Déposée par M. Robert De Richter)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS

La présente proposition de loi vise à combler une lacune en matière d'assurances des dommages dus à la réalisation de certains risques. Il s'agit principalement des dommages causés par des inondations, lesquels ne sont couverts, à l'heure actuelle, par quasiment aucun assureur. Une série d'événements récents ont attiré à nouveau l'attention sur ce fait.

Le problème de l'assurance des dommages causés par des calamités et des phénomènes naturels est connu. Nombre de polices couvrent les risques de dommages dus à la tempête. En vertu de l'arrêté royal du 1er février 1988, la garantie contre les risques causés par la tempête doit d'ailleurs également valoir pour les risques causés par la grêle, la neige et la pression de la glace. Les dommages causés par des tremblements de terre sont assurés par un certain nombre de compagnies, moyennant le paiement d'une surprime assez modique. Par contre, les dommages occasionnés par des inondations ne sont pas assurés. Ils ne sont pas assimilés à des « dégâts des eaux » au sens de dégâts occasionnés, par exemple, par de l'eau

(*) Troisième session de la 49^{ème} législature

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1996 - 1997 (*)

2 JUNI 1997

WETSVOORSTEL

**houdende de verzekering tegen
schade ingevolge overstroming
en aardbeving**

(Ingediend door de heer Robert De Richter)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel van wet beoogt een leemte op te vullen inzake de verzekering van schade ingevolge sommige risico's. Het betreft voornamelijk de schade door overstromingen, die heden door vrijwel geen enkele verzekeraar wordt vergoed. Een aantal recente gebeurtenissen heeft hierop weerom de aandacht gevestigd.

De problematiek van de verzekering van schade bij natuurverschijnselen en rampen is gekend. Tal van verzekeringsovereenkomsten waarborgen de schade door storm. Krachtens het koninklijk besluit van 1 februari 1988 dient de waarborg voor storm overigens ook de schade ingevolge hagel, sneeuw en ijsdruk te omvatten. Schade door aardbevingen wordt door een aantal verzekeringsmaatschappijen gewaarborgd mits een eerder geringe, bijkomende premie. De schade die voortkomt uit overstromingen daarentegen wordt niet verzekerd. Er wordt ter zake een onderscheid gemaakt met « waterschade », te weten de schade veroorzaakt door water, dat bijvoorbeeld binnendringt ingevolge de beschadiging van het dak

(*) Derde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

pénétrant dans une habitation à la suite de détériorations du toit, qui peuvent, eux, être indemnisés. Quant aux dégâts causés par de l'eau déferlant sur le sol et pénétrant à flots, ils ne sont pas couverts.

Pour ce qui est des phénomènes naturels de caractère exceptionnel ou d'intensité imprévisible ayant provoqué des dégâts importants, le législateur a prévu la possibilité d'une intervention du Fonds des calamités. La loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles est applicable en cas de survenance de ceux-ci. Toutefois, il y a des difficultés évidentes à résoudre aux fins d'une intervention du Fonds des calamités: la calamité naturelle doit avoir été reconnue comme telle par un arrêté royal, la procédure est longue, les résultats des expertises se font attendre très longtemps. Etant donné la capacité financière actuelle du Fonds, le risque d'une application arbitraire de la loi du 12 juillet 1976 est réel, si bien que la sécurité juridique s'en trouve atteinte et que la confiance dans les pouvoirs publics risque d'être ébranlée. Il s'avère que le Fonds des calamités ne répond pas aux attentes du public. Une extension de son champ d'intervention est difficilement envisageable, sinon impossible en raison des dispositions légales.

Nous proposons de prévoir que certains risques, comme les risques d'inondation et de tremblement de terre, soient couverts par les compagnies d'assurances et puissent donc donner lieu à indemnisation de dommages éventuels. On éviterait de la sorte, que le Fonds des calamités doive continuer à prendre en charge l'indemnisation des dommages dus à de tels événements. Ces dommages devraient donc être considérés comme des dommages normalement assurables. Pour ce qui est des dommages dus à des tremblements de terre, cela ne devrait pas poser trop de problèmes, étant donné qu'ils sont déjà assurés par bon nombre de polices. En ce qui concerne les dommages dus à des inondations, il n'en va pas de même, car le coût supplémentaire de l'assurance de ceux-ci est plus élevé. Qui plus est, les seules personnes qui s'intéressent à la possibilité d'assurer ce type de dommages, sont celles qui courent effectivement un risque non négligeable d'être victimes d'inondations.

La solution que nous proposons consiste à imposer la couverture, par les polices d'assurance contre l'incendie, des dégâts causés par des inondations et des tremblements de terre. C'est un choix normal. Les risques en question correspondent plus ou moins aux risques de dommages à des biens qui sont déjà couverts par les polices d'assurance contre l'incendie. L'assurance incendie est, en outre, répandue: quelque 95 p.c. des habitations seraient assurées contre l'incendie.

van een woning. Dergelijke schade kan worden vergoed. De schade veroorzaakt door water dat eerst op de grond terecht is gekomen en vervolgens binnenstroomt, valt daarentegen buiten de waarborg.

Bij natuurverschijnselen met uitzonderlijk karakter of van een onvoorziene hevigheid, die belangrijke schade hebben veroorzaakt, heeft de wetgever een mogelijk optreden van het Rampenfonds ingesteld: het gaat om de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen. De moeilijkheden betreffende de werking van het Rampenfonds zijn nochtans duidelijk: de tussenkomst vereist een erkenning van de ramp bij koninklijk besluit, de procedure sleept lang aan, de expertises laten zeer lang op zich wachten. De huidige financiële draagkracht van het Fonds kan aanleiding geven tot een arbitraire toepassing van de wet van 12 juli 1976. Dit tast de rechtszekerheid aan en dreigt het vertrouwen in de overheid te schaden. Het Rampenfonds blijkt niet tegemoet te komen aan wat het publiek ervan verwacht. Een uitbreiding is moeilijk, zo niet onmogelijk, gelet op de wettelijke bepalingen.

We stellen voor dat sommige risico's, met name overstroming en aardbeving, in aanmerking zouden komen voor vergoeding door de verzekeringsmaatschappijen. Zulks zou voor gevolg hebben dat de schade uit dergelijke gebeurtenissen niet ten laste van het Rampenfonds komt, maar als normaal verzekeraar moet worden beschouwd. Voor aardbevingen mag dit niet al te veel problemen met zich brengen. Dit risico wordt reeds in tal van verzekeringspolissen opgenomen. Wat overstromingen betreft ligt de bijkomende kostprijs hoger. Bovendien komt daarbij het probleem dat voor dergelijke waarborg slechts belangstelling bestaat vanwege personen die een behoorlijk risico lopen inderdaad door overstromingsschade te worden getroffen.

De oplossing die hier wordt voorgesteld bestaat eruit dat brandpolissen verplicht de schade uit overstroming en aardbeving zouden waarborgen. De keuze voor een dekking door de brandverzekering ligt voor de hand. Bedoelde risico's sluiten min of meer aan bij de risico's voor schade aan goederen die nu reeds in de brandpolis worden opgenomen. Bovendien is deze verzekering zeer ruim verspreid: ongeveer 95 pct. van de woningen zou tegen brand zijn verzekerd.

La présente proposition impose une modification de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre. Les dispositions impératives de cette loi, qui concernent déjà l'assurance contre l'incendie, seraient, dès lors, applicables, pour autant que l'on ne dérogerait pas aux dispositions des articles nouveaux, à insérer, qui concerneraient les risques spécifiques en question.

Si cette proposition était adoptée, la police d'assurance contre les dommages dus à un incendie couvrirait aussi, obligatoirement, les dommages dus à des inondations et à des tremblements de terre. L'assurance contre l'incendie proprement dite n'est donc pas rendue obligatoire. Du reste, le respect d'une telle obligation serait difficile à contrôler. La présente proposition ne comporte aucune disposition impérative concernant le supplément de prime que réclameraient les assureurs pour couvrir ces risques. La libre concurrence peut donc jouer entre les différentes compagnies d'assurances.

L'obligation de garantie concerne les immeubles bâtis et les biens corporels meubles. Par conséquent, elle ne vaut pas pour les dégâts causés, par exemple, à des champs. Elle ne vaut pas non plus pour les dégâts causés à des véhicules automoteurs, à des biens appartenant à des personnes morales publiques, à des récoltes, à des cultures et à des animaux utilisés en agriculture. Il est possible, en outre, de soustraire à la garantie certains biens présentant un caractère luxueux, désignés par le Roi.

Pour ce qui est de l'indemnisation des dommages, l'on se réfère à la valeur de reconstruction, à la valeur de réparation ou à la valeur de remplacement. Il faut rappeler qu'en application de l'arrêté royal du 1er février 1988, les assureurs sont tenus de proposer au propriétaire ou au locataire d'une habitation, un système dans lequel la règle de la proportionnalité n'est pas appliquée.

La garantie obligatoire vaut, en principe, pour tous les biens mentionnés dans la police d'assurance. Il est possible, sous certaines conditions, de soustraire certains biens à la garantie, lorsque les y soumettre soulève, par exemple, des difficultés au niveau des techniques d'assurance. On pourrait également disposer qu'aucune indemnisation ne serait due pour un bâtiment qui aurait été érigé en contravention à la législation relative à l'aménagement du territoire.

Il paraît impossible d'étendre l'obligation de garantie aux risques qui pourraient se réaliser en cas de survenance des sinistres précités, si l'on n'introduit pas une franchise pour ce qui est des sinistres minimes. Elle serait, en tout cas, limitée à 5 000 francs, comme en ce qui concerne l'assurance-incendie proprement dite.

Het voorstel houdt een wijziging in van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst. De dwingende bepalingen van deze wet, die reeds voor de brandverzekering gelden, zijn dan ook van toepassing, voor zover met betrekking tot deze specifieke risico's niet wordt afgeweken door de nieuw in te voegen artikelen.

De polis die de schade ingevolge brand verzekert, waarborgt voortaan op verplichtende wijze tevens de schade uit overstroming en aardbeving. De brandverzekering zelf wordt dus niet verplicht gemaakt. Een dergelijke verplichting zou overigens moeilijk te controleren zijn. In verband met de bijkomende premie die door de verzekeraars voor de dekking van de schade uit deze risico's zal worden gevraagd, worden geen dwingende bepalingen opgenomen. Ter zake wordt dus ruimte gelaten voor concurrentie tussen de verschillende verzekeringsmaatschappijen.

De verplichting tot waarborg betreft de gebouwde onroerende goederen en lichamelijke roerende goederen. Schade aan velden wordt dus van de verplichte waarborg uitgesloten. Dergelijke uitsluiting geldt ook voor motorvoertuigen, goederen die toebehoren aan publieke rechtspersonen, oogsten, teelten en in de landbouw gebruikte dieren. Bovendien wordt de mogelijkheid geboden de waarborg voor sommige goederen met een weeldekenarakter, die door de Koning worden aangeduid, uit te sluiten.

De vergoeding van schade betreft de herbouw waarde, de herstelwaarde of de vervangingswaarde. Er zij aan herinnerd dat ingevolge het koninklijk besluit van 1 februari 1988 de verzekeraars ertoe gehouden zijn de eigenaar of de huurder van een woning een stelsel voor te stellen waarbij de evenredigheidsregel niet wordt toegepast.

De verplichte waarborg geldt in beginsel voor alle goederen die in de verzekeringspolis worden vermeld. De mogelijkheid wordt opengelaten dat onder zekere voorwaarden bepaalde goederen niet voor vergoeding in aanmerking komen, wanneer dit bijvoorbeeld verzekeringstechnisch moeilijkheden met zich brengt. Ook zou kunnen worden bepaald dat de vergoeding niet verschuldigd is wanneer een gebouw werd opgetrokken in overtreding met de wetgeving inzake ruimtelijke ordening.

Een verplichte waarborg voor de genoemde schadegevallen lijkt niet haalbaar wanneer geen marge voor geringe schadegevallen wordt ingebouwd. De vrijstelling wordt evenwel beperkt tot 5.000 frank, zoals het geval is bij brand.

Comme, en cas d'inondation, les indemnisations peuvent être élevées, l'on prévoit la possibilité de plafonner l'intervention dans le contrat d'assurance. C'est au Roi qu'il appartient de fixer le plafond, et celui-ci vaut pour tous les contrats offerts par les compagnies. Les assureurs sont, toutefois, libres d'accorder une garantie dépassant ce montant, sous des conditions à convenir librement.

On pourrait escompter un règlement plus rapide de l'indemnisation des dommages, si la présente proposition était adoptée. En effet, en ce qui concerne les expertises, l'expérience des compagnies d'assurances devrait permettre d'accélérer le service. Du reste, comme la réglementation générale en matière d'indemnisation des dommages est applicable en l'espèce, une première partie de l'indemnité doit être versée dans les trente jours de la clôture de l'expertise.

Il y a un problème particulier en ce qui concerne les régions dans lesquelles le risque de dommages dus à des inondations est sensiblement plus élevé que dans les autres. Les demandeurs d'assurance de ces régions peuvent éprouver des difficultés à obtenir un contrat d'assurance approprié qui couvre aussi le risque de dégâts causés par des inondations. Pour ce qui est de ces risques, l'organisation d'une certaine solidarité est proposée. C'est dans la perspective de celle-ci que l'on créerait un « Fonds de garantie des risques de dommages résultant d'inondations ». Ce fonds interviendrait pour indemniser les dommages qui résultent d'inondations et non pas, dès lors, ceux qui résultent de tremblements de terre, et il faudrait que ces dommages aient été causés dans une région où le risque d'inondations est particulièrement grand et qui aurait été reconnue comme telle par le Roi.

Les dispositions en question s'inspirent de la réglementation relative au Fond commun de garantie automobile. Il est souhaitable que les assureurs se chargent de la création d'un tel fonds, qui doit être agréé par le Roi, lequel, fixe, du reste, les conditions d'agrément, approuve les statuts et détermine les règles de contrôle. Il va de soi que l'Office de contrôle des assurances devra se charger du contrôle en la matière.

Il appartient au Roi de désigner les régions présentant un risque particulier d'inondations. Si des dommages sont causés par des inondations dans une de ces régions, c'est, non pas la compagnie d'assurances, mais le Fonds de garantie qui interviendra, et ce, nonobstant les dispositions de l'article 61*bis* nouveau. Les règles applicables pour ce qui est de cette indemnisation sont fixées par le Roi, compte tenu, notamment, de la valeur assurée des biens, en fonction de laquelle sera fixé la surprime, laquelle devra être

Wat de overstroming betreft wordt, gelet op de mogelijke omvang van de schadevergoeding, voorzien in de mogelijkheid dat de tussenkomst in de verzekeringsovereenkomst tot een bepaald maximum wordt beperkt. Dit maximumbedrag wordt door de Koning vastgesteld en is van toepassing op alle overeenkomsten die door de maatschappijen worden aangeboden. Het staat de verzekeraars evenwel vrij boven dit bedrag, onder vrij overeen te komen voorwaarden, toch waarborg te verlenen.

Verwacht mag worden dat de schadeafwikkeling ingevolge dit voorstel vlotter zal verlopen. Met name wat de expertises betreft zou de ervaring van de verzekeringsmaatschappijen de dienstverlening ten goede moeten komen. Overigens is de algemene regeling inzake de betaling van schade van toepassing, hetgeen inhoudt dat een eerste gedeelte wordt uitbetaald binnen de dertig dagen na de sluiting van de expertise.

Een bijzonder probleem rijst in verband met die gebieden waar een beduidend groter gevaar voor overstromingsschade bestaat. De kandidaat-verzekerden in dergelijke gebieden kunnen moeilijkheden ondervinden om een geschikte verzekeringsovereenkomst aan te gaan die de overstromingsschade dekt. Er wordt voorgesteld voor deze risico's een zekere solidariteit te organiseren. Daartoe zal worden overgegaan tot de oprichting van een « Waarborgfonds voor Overstromingsschade ». Dit fonds zal tussenkomen voor overstromingsschade, dus niet voor aardbevingsschade, en wel enkel wanneer die zich voordoet in een gebied waar een bijzonder gevaar voor overstromingen bestaat en dat als zodanig door de Koning werd aangeduid.

De betreffende bepalingen zijn geïnspireerd op de regelgeving inzake het Gemeenschappelijk Motorwaarborgfonds. Het is wenselijk dat de verzekeraars de oprichting van een dergelijk fonds, dat door de Koning moet worden erkend, op zich nemen. De Koning bepaalt de erkenningsvoorwaarden, keurt de statuten goed en bepaalt de regels inzake controle. Het spreekt voor zich dat de Controledienst voor de Verzekeringen de controle ervan zal dienen op zich te nemen.

De Koning wordt belast met het aanduiden van de gebieden waar een bijzonder risico tot overstromingsschade bestaat. Indien zich in een dergelijk gebied overstromingsschade voordoet, zal niet de verzekeringsmaatschappij tussenkomen, niettegenstaande het bepaalde in het nieuw in te voegen artikel 61*bis*, maar wel het Waarborgfonds. De regels die inzake deze vergoeding gelden worden door de Koning vastgesteld. Daarbij zal ook rekening moeten worden gehouden met de verzekerde waarde van de goede-

transférée au Fonds de garantie. Pour ce qui est de la fixation de l'ampleur des dommages et des conditions de versement de l'indemnisation, il y a lieu d'appliquer, en tout cas, les règles impératives imposées aux assureurs par l'article 61bis, § 2. Autrement dit, les dispositions relatives à la franchise et au montant maximum autorisé doivent être respectées.

Les frais à exposer pour les activités et le fonctionnement du Fonds de garantie sont couverts intégralement par un prélèvement à charge de tout contrat d'assurance contre l'incendie concernant des biens qui relèvent de la réglementation relative à l'assurance obligatoire contre les risques de dommages dus à des inondations. En outre, une surprime est perçue lorsque les biens assurés contre les dommages dus à l'incendie se trouvent dans les régions désignées. Le Roi fixe, et le taux du prélèvement, et celui de la prime. En ce qui concerne la surprime, l'on se réfère de préférence, dans la mesure du possible, aux primes que réclament les assureurs pour couvrir les risques de dégâts dus à des inondations.

Ce sont les compagnies d'assurances qui sont tenues de verser les montants en question au Fonds de garantie. Le roi fixe les conditions dans lesquelles le défaut de paiement de ces montants entraîne une suspension de la garantie offerte par le Fonds de garantie. Il ne peut, toutefois, y avoir de suspension que si le défaut de paiement est imputable à l'assuré. Par conséquent, l'assuré qui a versé les montants dans les délais ne peut pas perdre ses droits à l'indemnisation en cas de dommage éventuel si l'assureur ne les a pas transféré en temps voulu au Fonds.

ren, in functie waarvan de bijkomende premie wordt bepaald die aan het Waarborgfonds moet worden doorgestort. Bij de vaststelling van de omvang en de voorwaarden van de vergoeding moeten ten minste de dwingende regels in acht worden genomen die door artikel 61bis, § 2, aan de verzekeraars worden opgelegd met betrekking tot de schadeloosstelling. Dit betekent onder meer dat de bepalingen inzake de vrijstelling en het toegelaten maximumbedrag moeten worden nageleefd.

De activiteiten en werkingskosten van het Waarborgfonds worden volledig gefinancierd door een heffing die verschuldigd is op iedere brandverzekeringsovereenkomst met betrekking tot goederen die onder de regeling van de verplichte dekking tegen overstromingsschade vallen. Voor de brandverzekeringen inzake goederen die zich in de aangeduide gebieden bevinden wordt daarnaast een bijkomende premie geheven. De Koning bepaalt de omvang van zowel de heffing als de premie. Wat betreft de bijkomende premie wordt bij voorkeur zoveel mogelijk rekening gehouden met de premies die door de verzekeraars worden gevraagd voor de dekking tegen overstromingsschade.

Het zijn de verzekeringsmaatschappijen die tot betaling van de sommen aan het Waarborgfonds zijn gehouden. De Koning stelt de voorwaarden vast waaronder de niet-betaling ervan voor gevolg heeft dat de dekking door het Waarborgfonds wordt geschorst. Deze schorsing is evenwel slechts mogelijk voor zover de niet-betaling aan de verzekerde te wijten is: wanneer de verzekerde bijvoorbeeld tijdig heeft betaald maar de verzekeraar de sommen niet tijdig heeft doorgestort, dan mag de verzekerde het recht op schadeloosstelling bij eventuele schade niet verliezen.

R. DE RICHTER

PROPOSITION DE LOI

Article 1er

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Dans la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre est inséré un article 61*bis* libellé comme suit:

«Art. 61*bis*. - Dommages résultant d'inondations ou de tremblements de terre

§ 1er. L'assurance contre l'incendie qui couvre les risques de dommages provoqués à des immeubles bâtis et à des immeubles corporels se trouvant en Belgique garantit toujours, également, les risques de dommages provoqués par des inondations ou des tremblements de terre.

Cette garantie obligatoire ne s'applique toutefois pas:

- aux véhicules automoteurs;
- aux biens appartenant à des personnes morales publiques;
- aux récoltes, cultures et animaux attachés à la culture;
- aux biens désignés par le Roi qui présentent un caractère luxueux.

§ 2. En cas de réalisation des risques visés au § 1er, l'indemnité versée en réparation des dommages occasionnés couvre la valeur de reconstruction, la valeur de réparation ou la valeur de remplacement.

Les biens auxquels s'applique le contrat d'assurance ne peuvent pas être exclus de cette indemnisation, si ce n'est aux conditions fixées par le Roi.

Le contrat d'assurance prévoit une franchise de 5.000 francs par sinistre. L'indemnisation des dommages provoqués par des inondations peut être plafonnée uniformément par le Roi.»

Art. 3

Dans la même loi est inséré un article 61*ter* libellé comme suit:

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst wordt een artikel 61*bis* ingevoegd, luidend als volgt:

«Art. 61*bis*. - Schade ingevolge overstroming en aardbeving

§ 1. De brandverzekering die de schade waarborgt aan gebouwde onroerende goederen en lichamelijke roerende goederen die zich in België bevinden, waarborgt steeds de schade ingevolge overstroming en aardbeving.

Deze verplichte waarborg geldt evenwel niet voor:

- motorvoertuigen;
- goederen die toebehoren aan publieke rechtspersonen;
- oogsten, teelten en in de landbouw gebruikte dieren;
- de door de Koning aangewezen goederen die een weeldekarakter vertonen.

§ 2. Bij schade ingevolge de in § 1 genoemde risico's wordt de herbouwwaarde, de herstelwaarde of de vervangingswaarde vergoed.

De door de verzekeringsovereenkomst gewaarborgde goederen kunnen niet van deze vergoeding worden uitgesloten, tenzij onder de door de Koning bepaalde voorwaarden.

De verzekeringsovereenkomst voorziet in een vrijstelling van 5.000 frank per schadegeval. De vergoeding van door overstroming veroorzaakte schade kan worden beperkt tot een door de Koning vast te stellen eenvormig maximumbedrag. »

Art. 3

In dezelfde wet wordt een artikel 61*ter* ingevoegd, luidend als volgt:

« Art. 61^{ter}. - Fonds de garantie des risques de dommages résultant d'inondations

§ 1^{er}. Le Roi agréé, aux conditions qu'Il détermine, un « Fonds de garantie contre les risques de dommages résultant d'inondations » chargé d'indemniser les victimes de dommages dus à des inondations dans les cas visés au § 2. Il approuve les statuts et réglemente le contrôle des activités dudit fonds. Il désigne les actes qui doivent être publiés au Moniteur belge. S'il y a lieu, Il institue le Fonds de garantie.

L'agrément peut être retiré si le Fonds de garantie n'agit pas conformément aux lois, aux conditions imposées par le Roi ou aux statuts. Le Roi fixe les règles applicables en cas de liquidation. Il peut prendre toutes les mesures adéquates pour préserver les droits des assurés.

§ 2. Le Roi désigne les régions situées en Belgique qui présentent un risque particulier d'inondation.

Le Fonds de garantie indemnise les victimes des dommages occasionnés par des inondations aux biens visés à l'article 61^{bis}, § 1^{er}, qui se trouvent dans ces régions, pour autant qu'ils soient couverts par une assurance contre l'incendie. Nonobstant les dispositions de l'article 61^{bis}, l'assureur n'est pas tenu d'indemniser les victimes de ces dommages.

Le Roi fixe le taux et les conditions d'octroi de cette indemnisation dans le respect des dispositions de l'article 61^{bis}, § 2. Il détermine les cas dans lesquels le défaut de versement du prélèvement ou de la surprime imputable à l'assuré, entraîne la suspension de la garantie par le Fonds de garantie.

§ 3. Les prestations et les frais de fonctionnement du Fonds de garantie sont couverts par :

- un prélèvement à la charge de tous les contrats d'assurance contre l'incendie, pour autant qu'ils concernent les biens visés à l'article 61^{bis}, § 1^{er};

- une surprime, pour autant que les biens faisant l'objet d'un contrat d'assurance contre l'incendie se trouvent dans une des régions visées au § 2 du présent article.

Le Roi fixe le taux du prélèvement et de la surprime, le moment à partir duquel ils sont dus, et les règles relatives à leur versement. Les assureurs sont tenus solidairement de verser le prélèvement et la prime supplémentaire au Fonds de garantie. »

« Art. 61^{ter}. - Waarborgfonds voor Overstromingschade

§ 1. De Koning erkent, onder de voorwaarden die Hij bepaalt, een « Waarborgfonds. voor Overstromingsschade », met als opdracht de overstromingsschade in de door de § 2 bedoelde gevallen te vergoeden. Hij keurt de statuten goed en reglementeert de controle op de activiteiten ervan. Hij wijst de handelingen aan die in het Belgisch Staatsblad moeten worden bekendgemaakt. Indien nodig stelt de Koning het Waarborgfonds in.

De toelating kan worden ingetrokken wanneer het Waarborgfonds niet handelt overeenkomstig de wetten, de door de Koning opgelegde voorwaarden of de statuten. De Koning bepaalt de regels die op de vereffening van toepassing zijn. Hij kan alle passende maatregelen nemen ter vrijwaring van de rechten van de verzekerden.

§ 2. De Koning duidt de in België gelegen gebieden aan waar een bijzonder gevaar voor overstroming bestaat.

Het Waarborgfonds vergoedt de schade door overstroming aan goederen bedoeld in artikel 61^{bis}, § 1, die zich in deze gebieden bevinden en voor zover zij door een brandverzekering worden gedekt. Niettegenstaande het bepaalde in artikel 61^{bis} is de verzekeraar niet gehouden deze schade te vergoeden.

De Koning bepaalt de omvang en de voorwaarden van deze vergoeding, met inachtneming van het bepaalde in artikel 61^{bis}, § 2. Hij bepaalt in welke gevallen de niet-betaling van de heffing of de bijkomende premie de dekking door het Waarborgfonds schorst, en dit voor zover de niet-betaling aan de verzekerde te wijten is.

§ 3. De prestaties en de werkingskosten van het Waarborgfonds worden gedekt door :

- een heffing die verschuldigd is op elke brandverzekeringsovereenkomst voor zover die betrekking heeft op de in artikel 61^{bis}, § 1, bedoelde goederen;

- een bijkomende premie voor zover de goederen die door een brandverzekeringsovereenkomst worden gedekt zich bevinden in de gebieden bedoeld in § 2 van dit artikel.

De Koning bepaalt de omvang van de heffing en van de bijkomende premie, het ogenblik waarop zij verschuldigd zijn, evenals de regels inzake de storing ervan. De verzekeraars zijn hoofdelijk gehouden de heffing en de bijkomende premie aan het Waarborgfonds te voldoen. »

Art. 4

L'article 4,4°, de la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles est complété par la disposition suivante:

« c) les inondations et les tremblements de terre, au sens de l'article 61*bis*, et 61*ter* de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre. »

Art. 5

Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi.

18 avril 1997

Art. 4

Artikel 4, 4°, van de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen wordt aangevuld als volgt:

«c) overstroming en aardbeving, zoals bedoeld in de artikelen 61*bis* en 61*ter* van de wet van 25 juni 1992 op de landverzekeringsovereenkomst. »

Art. 5

De Koning bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt.

18 april 1997

R. DE RICHTER
J. VERSTRAETEN